



Déclaration FSU au CTPA du 19 janvier 2012

Monsieur le Recteur,

A nouvelle structure, le CTA, nous aurions pu espérer une nouvelle approche éducative du gouvernement. Hélas il n'en est rien ! Les suppressions de postes continuent dans notre académie, -275 prévus pour la rentrée 2012 après les 321 postes supprimés de la rentrée 2011. Cela suffit ! Le dogme ultra-libéral du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite est inefficace économiquement, 500 millions d'€ économisés au regard du déficit abyssal de l'Etat, 91,5 M d'€ pour l'année 2011 ; et socialement dangereux. Les classes populaires déjà stigmatisées par ce gouvernement (accusées de triche aux allocations, TVA anti-sociale...), voient le service public d'Education de leurs enfants se dégrader depuis 5 ans !

Moins d'enseignants pour plus d'élèves, moins de formations dans les lycées, qui va croire que nous ferons mieux réussir nos élèves, qui va croire qu'ainsi nous pourrions mieux aider les élèves en difficulté, qui va croire que l'Education de la jeunesse est une priorité pour ce gouvernement au service exclusif des plus riches ?

Dans notre académie, vous continuez le détricotage méthodique du Service Public d'Education dans toutes les structures :

- les lycées, pour une augmentation de 433 élèves, perdraient 30 postes, conséquence funeste de la réforme des lycées que nous contestons et qui devait soi-disant se mettre en place à moyens constants !
- les collèges, malgré les 456 élèves en plus ne voient aucune création de postes dans l'académie, voire même des suppressions dans des départements. Y aura-t-il plus de 30 élèves par classe à la prochaine rentrée ?
- les LP, avec 80 emplois supprimés pour 587 élèves en moins, payent un lourd tribut, alors que cette diminution du nombre d'élèves est principalement obtenue par le passage du bac pro de 4 à 3 ans (un quart de la formation supprimée !), réforme comptable que la FSU a toujours combattue et continue à combattre.
- dans le 1^{er} degré, pas de répit ! La déscolarisation massive et forcée des préélémentaires (-594 enfants) permet d'afficher une baisse de 251 élèves et de supprimer 141 postes d'enseignants. La suppression de nombreux postes d'enseignants spécialisés, sous prétexte de mise en place de l'Aide Personnalisée et le mépris affiché pour l'enseignement des LV, par la suppression des postes d'intervenants ont un seul but, moins d'enseignants dans le 1^{er} degré !
- Côté administratif (-23 postes) : Moins de personnels pour le même travail. Cela préfigure-t-il le nouveau dogme « travailler plus pour gagner moins » ?

Non content d'affaiblir et de rendre moins efficace le Service Public d'Education, ce gouvernement s'attaque frontalement aux personnels grâce auxquels l'école fonctionne encore :

- par la création d'un jour de carence pour maladie et à partir de ce mois-ci l'augmentation des cotisations retraites des personnels de l'Education sans que les traitements suivent
- et tout aussi grave, par le projet d'évaluation des enseignants, massivement rejeté par les personnels, qui constitue un pas supplémentaire vers la mise en concurrence des personnels et des établissements entre eux.
- Par un régime dérogatoire d'affectation des personnels dans les établissements ECLAIR

Ces pressions sur les personnels accentuent le malaise enseignant, perceptible depuis de nombreuses années.

Pour la FSU, ça suffit !

Dans l'immédiat, la FSU réclame l'abandon du projet d'évaluation des enseignants, l'annulation de toutes les suppressions de postes, de toutes les fermetures d'Etablissements Publics et un plan pluriannuel de recrutement. C'est pourquoi le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU appellent à la grève et à une manifestation nationale à Paris le 31 janvier.

Parce que la FSU ne se résigne pas à subir plus longtemps des attaques destructrices pour le service public d'éducation et les conditions de travail, d'emploi et de salaire des personnels,

Parce que la FSU ne veut pas d'un avenir pour les jeunes compromis par les formations au rabais d'une école libérale inégalitaire, sans moyens et sans ambition,

Elle porte un projet éducatif garant d'une amélioration du système éducatif, et réclame plus largement les moyens nécessaires au fonctionnement d'un Service Public d'Education ambitieux (qui assure) assurant la réussite de tous.

Enfin, dans le cadre du dialogue social, nous réclamons des CTSD sur les créations / suppressions de postes en collègue et à défaut des GT de travail par département, avec une convocation des représentants des personnels siégeant dans les CTSD.